

# La rénovation énergétique, priorité pour le climat ?

Avril 2026, le gouvernement annonce le doublement du soutien public à l'électrification d'ici à 2030, de 5,5 milliards d'euros à 10 milliards d'euros par an. Le secteur du bâtiment capte déjà 70 % de la production électrique française, mais son électrification plus profonde encore, nécessaire et présentée comme une évidence aujourd'hui, ne l'a pas toujours été.

## Retour sur le match de la décennie : rénovation énergétique de l'enveloppe ou décarbonation de l'énergie consommée ?



Publicité de ENGIE sur un abribus parisien courant 2025

Pourquoi une major du gaz encourage la pérennisation de son activité gazière, malgré un contexte de changement climatique, en faisant la promotion de la rénovation énergétique et des aides fiscales auxquelles elle est associée ?

### L'idée reçue transmise jusqu'ici

la rénovation énergétique doit être le premier acte de la décarbonation des bâtiments.

### Le corollaire qui l'accompagnait

il faut encore plus de soutien public au financement de la rénovation.



### L'idée à retenir

L'électrification du chauffage par le biais des pompes à chaleur doit être le premier acte de la décarbonation des bâtiments.

### Le corollaire qui l'accompagne

passer d'une réglementation favorable au gaz à une organisation favorable à l'électricité pourrait suffire.

### LES FAITS

1

Rénover énergétiquement réduit la consommation de chauffage mais sans l'annuler.

2

Le maintien d'une consommation gaz, même réduite, pérennise les installations gaz, et l'activité des gaziers...

3

... à un coût élevé pour les propriétaires et pour les finances publiques, et pour un résultat médiocre.



### RÉNOVATION

Pérennité des chaudières carbonées, gain climatique réduit, coûts importants

Plus de 500 €/tCO<sub>2</sub> évitée

Pérennisation du gaz et son réseau

Coût sanitaire, social et géopolitique

VS



### ÉLECTRIFICATION

Sortie définitive des fossiles, gain climatique important, coûts maîtrisés, équité

250-400 €/tCO<sub>2</sub> évitée

Fin des fossiles

Mutualisation : l'énergie comme service public

# La Rénovation Energétique : une mesure d'inspiration avant tout politique, au coût exorbitant



## Soutien public

### État français

- Depuis 2022, le soutien public dépasserait 15 Mds à voir plus de 50 Mds€ selon les estimations (MaPrimeRénov', Fonds Vert, CEE, Éco-PTZ, aides locales)
- Certificats d'Economie d'Energie :
  - Jusqu'en 2024, les CEE ciblent à +75 % la rénovation énergétique contre 0% l'électrification des transports.
  - Entre 2015–2023, près d'1 million de chaudières gaz financées (vs. 700 000 pompes à chaleur).
  - Recommandation Cour des comptes : suppression du dispositif, les gains énergétiques sont réputés surestimés.
- Recommandations
  - Cour des comptes: supprimer le dispositif CEE, les gains énergétiques étant réputés surestimés.
  - vs.
  - Haut Conseil pour le Climat : augmenter le montant global du soutien public aux rénovations énergétiques globales
- Selon l'ADEME, la cible est en termes de rénovation énergétique :
  - 100 % des constructions antérieures à 1975
  - 80 % des constructions antérieures à 2012
  - plus de 3/4 du parc immobilier français total.
- L'isolation a un coût patrimonial : par l'extérieur, elle impacte les façades ; par l'intérieur, elle réduit la surface habitable.

### Commission Européenne

- Objectifs de rénovation posés par le Green Deal : 2 %/an.
- Moyenne européenne constatée : 1 %/an
- Moyenne France : 1,5 %/an
- Capacité du secteur artisanal nécessaire : entre x2 et x3



## Soutien politique

- Entre avril 2022 et décembre 2023 : le mouvement Dernière Rénovation (devenu Riposte Alimentaire) mène « 188 actions de résistance civile », qui donnent lieu à 32 procès. Objectif : « faire de la rénovation un thème de société et une priorité des politiques publiques ».
- Lors des législatives de 2024 : le NFP<sup>1</sup>, première force politique avec plus de 30 % des sièges à l'Assemblée, inscrit dans son programme l'objectif de 100 % de rénovation énergétique des bâtiments.



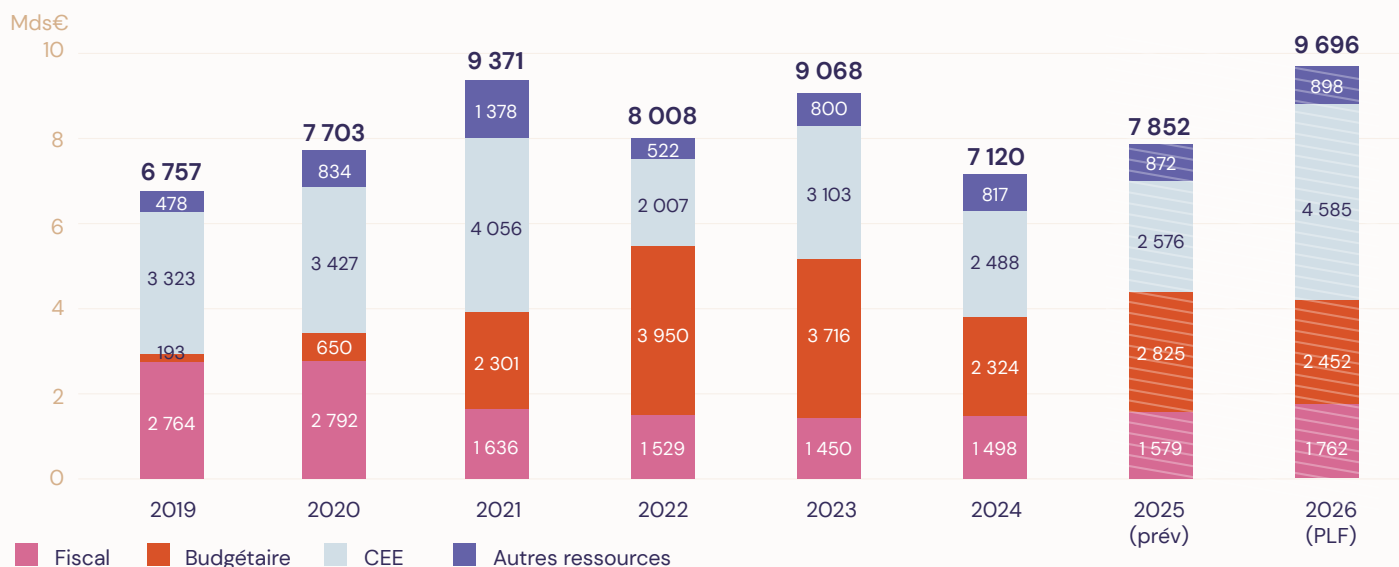
1 : Le Nouveau Front Populaire : 71 élus pour LFI, 64 pour le PS, 33 pour les Écologistes, 9 pour le PCF et 3 pour d'autres partis

### Coût estimé pour les finances publiques

**500 Mds€ à 1 000 Mds€**  
(300~800€/m²)

soit l'équivalent de la reconstruction du système électrique français (900 Mds€ sur 30 ans : de 45 à 80 Mds€/an selon RTE, FE2050).

Ensemble des moyens financiers mobilisés par l'Etat en faveur de la rénovation énergétique (en Mds€)



# Pourquoi prioriser la rénovation des bâtiments est une mauvaise idée

## 1 L'empreinte carbone de la France

Les bâtiments résidentiels et tertiaires représentent 24 % de nos émissions de gaz à effet de serre et 27 % de nos usages fossiles importés.

### Émission de gaz à effet de serre France

|                        |             |
|------------------------|-------------|
| Mobilité .....         | 31 %        |
| Industrie .....        | 24 %        |
| Agriculture .....      | 18 %        |
| <b>Bâtiments .....</b> | <b>24 %</b> |

## 2 Répartition de l'empreinte carbone du Bâtiment

Les usages représentent 84 % du total Bâtiments :

- 16 % Construction neuve et Rénovation/maintenance (sur 50 ans de durée de vie d'un bâtiment)
- 84 % Usages
  - électrique (éclairage, équipements professionnels, électroménager,...)
  - électrique ou gaz (cuisson, eau chaude)
  - chauffage (électrique ou gaz/fuel/bois)

Il faut limiter les impacts de la construction neuve, limiter la rénovation énergétique à l'essentiel, prioriser absolument la réduction des émissions de gaz à effet de serre des usages.

### Émission du Bâtiment

|                              |             |
|------------------------------|-------------|
| Construction neuve .....     | 16 %        |
| Rénovation/Maintenance ..... |             |
| <b>Usages .....</b>          | <b>84 %</b> |

## 3 Sources de l'empreinte carbone des Usages<sup>2</sup> du Bâtiment

**Usages électriques :** 10 % seulement des émissions de CO<sub>2</sub> du Bâtiment alors qu'ils représentent 70 % de la consommation d'électricité en France

- l'électricité en France étant à 95 % bas carbone grâce au couple nucléaire-hydro, les usages électriques quels qu'ils soient ont donc des émissions de gaz à effet de serre très faibles,
- les PACs ont une performance supérieure et une empreinte carbone inférieure à celle des radiateurs électriques à effet Joule classique.

**Usages gaz :** 50 % des émissions de CO<sub>2</sub> des bâtiments proviennent du chauffage au gaz naturel

- le gaz a une empreinte carbone 100 fois supérieure à celle de l'électricité d'origine nucléaire et 20 fois supérieure à celle de l'électricité toutes sources confondues<sup>3</sup>, et un coût social et géopolitique.

**Usages autres :** fioul, bois, GNL doivent être remplacés par des usages électriques du fait de leur empreinte carbone mais aussi de leur impact sur la pollution de l'air.

### Émission des Usages

Électriques ..... 10 %  
(lumière, électroménager, hifi, numérique, chauffage)

**Gaz ..... 50 %**  
(cuisson, chauffage, eau chaude)

**Biomasse et fioul ..... 25 %**  
(chauffage)

**Autres émissions ..... 15 %**  
(non liées à l'énergie)

## 4 La rénovation énergétique réduit le besoin en chauffage sans l'annuler, mais maintient notre dépendance au gaz pour un coût proportionnellement très élevé.

Le chauffage n'est pas un problème en soi

- si il est électrique et en particulier via des PACs, même si l'offre PAC reste à améliorer.

Le problème est :

- le gaz, qui a une empreinte carbone élevée, un prix élevé, un impact politique élevé,
- les passoires thermiques, qui nécessitent des réponses particulières et dédiées, plutôt que d'être instrumentalisées dans le discours et ne pas bénéficier de la priorité.

### Gains d'émission par stratégie de décarbonation

#### -7 % d'émissions : gain rénovation énergétique

(réduction maximum théoriquement possible des émissions France métropolitaine grâce à la réduction de -40% des besoins en chauffage sur l'ensemble du parc).

#### -18 % d'émissions : gain électrification

(réduction permise par l'électrification complète des usages cuisson, chauffage, eau chaude couverts par gaz, bois et fioul sur l'ensemble du parc France métropolitaine.

2 : plus exactement : 49% gaz naturel, 20% fioul et GPL, 4% bois, 3% autres combustibles fossiles

3 : les sources hors nucléaire (y compris hydro, éolien et solaire) ont une empreinte carbone supérieure

# L'électrification, prioritaire quel que soit le domaine

## RENOVATION

La rénovation énergétique comme instrument de politique publique de décarbonation est une impasse

### Coût d'abattement carbone de la rénovation énergétique sans électrification

> 500 €/tCO<sub>2</sub> évitée

2 500 €/tCO<sub>2</sub> évitée si la chaudière gaz est conservée, exemple : immeuble collectif avec chaudières murales dans les appartements.

### Impact carbone

- - 45% d'émissions de CO<sub>2</sub> en moyenne
- Retour sur investissement climatique pauvre, sans jamais parvenir à toucher net zero.

### Impact économique

#### Propriétaires (particuliers et entreprises)

- Prix élevé (ROI financier > 30 ans)
- Coût élevé lié à la dégradation de la valeur patrimoniale du bâtiment (baisse de la valeur d'usage, déclassement de l'esthétique des façades, réduction de la durée de vie du bien).

#### Habitants

- Répercussion du surcoût par les propriétaires sur les loyers
- Réduction de la surface habitable
- Baisse du confort d'habitation : problèmes de ventilation, réduction de l'apport de lumière naturelle, etc.
- Logement social doublement affecté : l'effort d'isolation se substitue à l'amélioration du logement (création de balcons, adaptation du plan des appartements à l'évolution des familles, accès aux toitures, etc).

#### État

- Niveau élevé de budget dédié et en augmentation constante
- Potentiel avéré de fraude et détournement
- Création de filières captives dépendantes de la subvention

### Impact politique

Détourne l'attention du fait que le problème n'est pas la quantité de chaleur mais sa qualité, à savoir si elle est bas carbone ou pas.

### Impact sur l'innovation et le progrès technique notamment des PACs

- Le déficit est dans l'offre plutôt que la demande,
- l'effort d'innovation est pénalisé par le fait que les subventions s'attachent aux technologies existantes :
  - en 2024, et depuis les années 80
    - les isolants ont peu progressés
    - les vitrages ont progressé mais sans rupture technologique
  - des technologies clés, tel que les nanogels, sont maintenues à l'écart du marché par faute d'incitation suffisante.

## ELECTRIFICATION



Une politique d'électrification sans rénovation permet des gains plus importants, plus durables, moins chers

VS

### Coût d'abattement carbone de l'électrification sans rénovation

250-400 €/tCO<sub>2</sub> évitée

Électrifier les usages thermiques, Electrifier les usages thermiques, notamment par la mise en oeuvre de pompes à chaleur (PAC) permet de réduire la consommation d'énergie par 2,8 par rapport à une solution de chaudière au gaz.

### Impact carbone

- Le seul remplacement des chaudières gaz ou fuel par des PAC permettrait de réduire de 77 % les émissions de CO<sub>2</sub> du secteur des bâtiments résidentiels et tertiaires (baisse de 40 Mt CO<sub>2</sub>e/an).
- Attention : l'injonction à mettre des PAC est insuffisante en elle-même. Elle doit s'accompagner d'une véritable rationalisation réglementaire ainsi que d'une amélioration de l'offre.

### Impact économique

Le coût d'abattement carbone peut être encore plus bas :

- en maison individuelle, notamment avec les systèmes PAC air-air, pourtant non subventionnés,
- avec systèmes d'intelligence (thermostats & co) à 150 €/tCO<sub>2</sub> évitée, voire moins, mais avec un pilotage et une intrusivité supérieure.



*TW* INSTITUT  
TerraWater

### Accélérer l'électrification des bâtiments

De l'Institut TerraWater  
Publié en Juillet 2026

20 propositions pour accélérer l'électrification des bâtiments, dès 2026, sans engagement supplémentaire de l'Etat, établies à partir d'une revue exhaustive de l'effort de décarbonation des bâtiments résidentiels et tertiaires en France métropolitaine aujourd'hui et des politiques qui l'accompagnent.